

Quand j'ai parlé au chef de l'opposition officielle ce matin, je savais que je le plaçais devant un dilemme: devrait-il demander à son député de collaborer ou devrait-il ne pas s'en mêler et dire: «Que la police fasse son travail? En quelque sorte, on m'a reproché mon geste.

● (1602)

Le député de Leeds a déclaré que j'avais dit au chef de l'opposition ce qui se produirait. C'est faux, monsieur l'Orateur. Je lui ai communiqué les renseignements que j'avais reçus de la police. Je lui ai demandé d'accepter ses responsabilités. Je sais que je lui ai posé un grave problème, mais je pensais sincèrement que, dans ce cas, le chef d'un parti aurait dû aller trouver le membre en cause de son parti et lui dire: «Écoutez, le premier ministre m'a dit que les légistes de la Couronne conseillaient de recourir à un mandat de perquisition. Pour l'amour du ciel, pourquoi ne remettez-vous pas le document à la police et nous n'entendrons plus parler de cette affaire.»

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, il serait peut-être utile que j'explique un peu aux députés la nature du document que possède le député de Leeds. A mon avis, il importe de savoir—et je pense que cela était clair d'après ce que le député a dit à la presse—que le document concerne les activités d'agents étrangers au Canada. Je ne pense pas que la façon de traiter le document et les déclarations du député jusqu'ici ont contribué beaucoup au débat qui se poursuit actuellement au Canada au sujet de la sécurité nationale. Je ne pense pas que cela nous a permis de chercher à améliorer nos méthodes à l'avenir quand des agents subversifs seront découverts au Canada. Je sais cependant que cela nuit énormément aux efforts tentés par le Service de sécurité du Canada pour protéger la sécurité nationale, et j'aimerais dire à la Chambre pourquoi.

Tous les services de sécurité étrangers veulent savoir comment notre propre service de sécurité fonctionne. C'est la première chose qu'ils essaient de savoir. Dans une certaine mesure, c'est ce qui s'est produit il y a quelques semaines. Un service de sécurité étranger est prêt à payer cher pour s'infiltrer dans le service de sécurité du Canada, parce que l'ennemi, les adversaires de notre pays, veulent connaître le fonctionnement de notre service de sécurité. Ils offrent des pots-de-vin, ils paient des sommes importantes, ils essaient de percer nos activités, ils essaient de corrompre certains Canadiens, ils se servent de toutes sortes de techniques, et c'est ce que nous avons vu il y a quelques semaines. Grâce au député de Leeds, ils peuvent maintenant obtenir ces renseignements gratuitement. Par ce document, ils connaissent certaines façons de procéder de notre service de sécurité, grâce à l'aimable obligeance du député de Leeds. Il n'y a peut-être pas mauvaise intention de sa part, mais il n'empêche que ce sont les renseignements de ce genre que les services de renseignement adverses cherchent à obtenir.

Et tout ne s'arrête pas là. Ce qui compte peut-être plus encore, c'est que lorsque de bons Canadiens possédant des renseignements sur d'éventuels agents subversifs estimeront de leur devoir d'en informer la GRC, ils ne pourront plus être certains maintenant de conserver l'anonymat. Ils risqueront de

voir leur nom figurer en manchette des journaux, grâce à l'obligeance de quelqu'un de l'opposition ou d'ailleurs.

Au Canada, le système ne permet pas de forcer les citoyens à collaborer avec la police. Nous devons compter sur le patriotisme des Canadiens pour qu'ils communiquent à la police les renseignements qu'ils possèdent sur des agents subversifs. Vont-ils être encouragés à le faire s'ils se rendent compte qu'il y a des fuites au service de sécurité, que des documents entiers traitant d'activités adverses sur notre territoire sortiront de façon ou d'autre, et qu'informé de la gravité du cas le député qui les a en sa possession refuse de les rendre? Pense-t-on qu'ils iront informer la police?

Le député désire prendre conseil pour savoir s'il doit rendre à l'administration du pays un document volé. Je ne pense pas qu'il faille attendre à lundi matin pour être fixé là-dessus. Je répète que les conséquences en sont trop graves.

Et en voici encore une troisième. Une bonne part des renseignements qui figurent au document que possède le député de Leeds nous ont été communiqués par les services de renseignements de puissances amies, membres de l'OTAN et autres. Ils collaborent avec nous, ils nous communiquent des renseignements sur les agents subversifs qui opèrent contre nous.

Nous n'avons pas les moyens ici de réunir tous les renseignements nécessaires, nous n'avons pas les services de sécurité que possèdent beaucoup d'États étrangers. Nous avons besoin des renseignements que nous fournissent nos alliés. Le document que le député a en sa possession contient beaucoup de renseignements de ce genre, et plus il en lâche, plus il en a lâché et moins les pays étrangers seront disposés à collaborer avec nous. Et plus la sûreté de l'État sera en péril.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Et voilà pourquoi le dollar est en baisse. C'est toujours la faute des autres.

**M. Trudeau:** J'entends le leader de l'opposition faire des plaisanteries sur la baisse du dollar. Mais je crains bien que sa cote d'amour à lui ait dangereusement fléchi.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Mais je ne vais pas continuer dans cette veine.

**M. Clark:** Vous êtes sans doute rendu au bout de vos limites.

**Une voix:** Regardez-le.

**M. Trudeau:** C'est un triste jour pour la Chambre, lorsqu'un document classé ultra-secret des services de sécurité de notre pays se retrouve aux mains d'un membre de l'opposition . . .

**Une voix:** Prouvez-le!

**M. Trudeau:** . . . et que ce député ne veut pas collaborer avec la police pour le rendre, mais s'arroge le droit de se donner jusqu'au lundi suivant pour y réfléchir, et que l'on voit ensuite le chef de son parti, démuné de sens de la responsabilité qui ne cherche même pas à persuader le député de voir les choses en face et de se dire qu'il vaudrait peut-être mieux collaborer avec la police que de continuer à jouer au plus fin avec le gouvernement.